

# Le libertaire

## hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un lieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

### ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an..... 6 fr. )  
Six mois..... 3 fr. )  
Trois mois..... 1 fr. 50

### ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

La Rédaction  
à SILVAIRE

Adresser tout ce qui concerne

L'Administration  
à Pierre MARTIN

### ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an..... 8 fr. )  
Six mois..... 4 fr. )  
Trois mois..... 2 fr. )

## IL FAUT AGIR

Depuis trois semaines les événements ont marché et si la lutte que soutiennent dans le Mexique septentrional, spécialement en Basse-Californie, nos camarades libertaires mérite toujours d'exciter notre admiration et nos sympathies, il serait inconcevable de ne pas se préoccuper avant tout de la tempête qui gronde et menace d'éclater furieuse en Europe même.

Si les révolutionnaires continuaient à s'entre-déchirer ou philosopher dans le vide en un tel moment, ils perdraient tout droit, désormais, à se parer du titre de militants.

La situation est difficile et ce n'est pas avec des déclamations qu'on peut espérer en résoudre les problèmes.

En France, en dehors même du prolétariat organisé et des groupements révolutionnaires la grande masse ne veut pas la guerre. C'est quelque chose, mais ce n'est pas suffisant, car on l'a dit très justement, le vrai duel est entre Londres et Berlin.

Le gouvernement anglais veut la guerre parce qu'il est sûr de sa supériorité navale actuelle. Le gouvernement allemand la voudra demain parce qu'il aura mis sa flotte au niveau de la flotte rivale.

La France, dans ce conflit entre les deux grandes puissances industrielles, ne compte que comme subordonnée de l'Angleterre capitaliste. Elle a ce qui manque à celle-ci : une armée ; elle est l'instrument, non la volonté.

Par l'envoi à Berlin des délégués de la C. G. T., la partie consciente et économiquement organisée du prolétariat français a signifié qu'elle n'entendait nullement jouer le rôle de chair à massacre. Les ouvriers allemands ont fêté ces Français qui venaient leur crier : « Pas de guerre ! » Mais cet enthousiasme, qui les a élevés pour un moment au-dessus de leur vieil esprit légalitaire et lourdement discipliné, sera-t-il assez puissant, assez durable surtout, pour leur faire résolument adopter, le jour venu de la mobilisation, « l'insurrection plutôt que la guerre » ?

Voilà ce qu'il serait impossible d'affirmer.

Le vent de guerre soufflant surtout de Londres, c'est sur Londres, maintenant, qu'il conviendrait de porter l'effort principal et immédiat. Qu'une manifestation internationale monstre avec des délégués ouvriers français et allemands soit organisée immédiatement à Trafalgar Square ou à Hyde Park, et peut-être M. Lloyd George reconnaîtrait-il que, même pour le gouvernement britannique, l'aventure a des risques.

Si, cependant, malgré tout, la guerre éclatait, que les révolutionnaires se tiennent prêts à intervenir en oubliant tout ce qui a été ressassé dans les groupes de vaine métaphysique et en ne retenant que ce qui peut s'adapter aux circonstances.

En cas bien problématique de victoire française sur terre (il est admis que la flotte allemande est vouée à l'écrasement), ils n'ont pas à faire chorus avec la foule hurlante des inconscients qui claquent des mains, pavoisent et se soulèvent lorsque la chair ennemie jonche à pleins tombereaux les champs de bataille.

Mais en cas de défaite, le rôle est différent.

Je laisse de côté les adeptes de l'individualisme outrancier. Pour ceux-là, ils n'ont logiquement qu'une chose à faire : s'en aller, loin des coups et des risques.

Mais pour ceux qui vivent assez de l'idée de révolution pour jouer leur vie, le moment psychologique venu, la situation est autre.

Une défaite peut amener le déclenchement de la société bourgeoise, à condition d'éviter les coups d'épée dans l'eau et de choisir le moment opportun, d'abord, d'avoir un plan de campagne et des cadres ensuite, pour ne pas perdre un temps précieux à s'organiser alors qu'il faudra combattre.

Si les révolutionnaires parisiens — une poignée de blanquistes comptant plutôt des énergies que des capacités, en dehors de leur chef — eussent su, le 4 septembre 1870, s'emparer de la situation par une dictature que les circonstances légitimaient, tout était sauvé. La révolution, au lieu d'être un escamotage et une capitulation, aboutissait d'une part à la république sociale, d'autre part, au refoulement de l'invasion.

Les blanquistes avaient tenté le coup, le 14 août, après Reischaffen ; il était trop tôt et ils échouèrent ; ils le tentèrent le 31 octobre, après Metz, et il était trop tard ; ils échouèrent encore. Le véritable moment était le jour même où s'écroula l'empire : le 4 septembre. Il fallait, ce jour-là, non seulement envahir le Palais-Bourbon, ce qu'ils firent, mais encore arriver à l'Hôtel de Ville avant les Jules Favre, les Jules Simon et les Jules Ferry, ce qu'ils ne firent point.

On a beaucoup parlé depuis un an d'organisation révolutionnaire.

Une organisation réellement révolutionnaire de quelque importance ne peut se créer dans la société bourgeoise parce que celle-ci a tous les moyens de l'écraser ou d'en surprendre les secrets, voire même de la pousser dans des traquenards. La manifestation de Vigneux-Draveil, cette manifestation insensée dans une plaine ouverte à toutes les charges de cavalerie et à cinq lieues de la capitale, en fut un exemple. Je me rappelle avoir jadis écrit dans le *Libertaire* quelque chose de semblable, qui fut considéré comme une hérésie. Aujourd'hui la divulgation du rôle joué à ce moment par le mouchard provocateur Métivier — et il y eut plusieurs Métivier — montre que la masse ouvrière et même les meilleurs militants de la C. G. T. furent poussés dans l'aventure au moment où le Cabinet Clemenceau cherchait une journée.

Mais s'il est impossible de constituer à l'avance une armée révolutionnaire, il est indispensable d'en préparer les cadres, à la condition de ne point prétendre englober de force dans l'organisation en germe les éléments qui, rebelles à la centralisation et à la discipline, peuvent être cependant d'excellents combattants isolés. Il doit y avoir place pour tous dans une révolution.

Voilà un bon quart de siècle que, au milieu des controverses quasi-théologiques sur la prise au tas, les affinités, l'amour libre et autres hors-d'œuvre, je me permets de dire que deux questions autrement importantes domineront la révolution sociale : la lutte et la subsistance.

Si la guerre éclate, malgré les efforts tentés pour la prévenir, il faut demeurer à l'affût pour saisir la situation révolutionnaire dès qu'elle se présentera. Il faudra la saisir sans peur d'être appelés « autoritaires », « chefs », « dictateurs » ; il faudra la saisir pour exécuter sans perdre une minute des plans d'action déjà élaborés et sans attendre que la masse, jusqu'alors inerte ou purement impulsive, vienne éclairer les militants d'une science qu'elle ne possède point.

C'était jadis l'erreur capitale dans nos groupes de tout attendre de la clairvoyance et de l'initiative de ces masses dont le propre est, malheureusement de toujours manquer d'initiative et de clairvoyance. On confondait deux choses très différentes : la faule prête, indifféremment, selon les circonstances, à marcher avec les révolutionnaires ou à les broyer et les anonymes qui sont souvent les acteurs les plus admirables des épopées populaires mais qui, eux aussi, sont minorité.

Croyons aux anonymes qui, non fatigués par des années de propagande et de lutte, surgissent, force neuve et intacte, du sein même de la foule ; mais, en attendant, ne comptons que sur nous-mêmes.

Pour le moment, le plus pressé est d'aller faire à Londres ce que les délégués de la C. G. T. sont allés faire à Berlin. Quand les Anglais, travailleurs ou bourgeois, verront arriver, bras dessus, bras dessous, les envoyés des prolétariats français et allemands peut-être le vent tournera-t-il à la paix sur les bords de la Tamise.

Ch. Malato.

Grande réunion publique et contradictoire, samedi 5, salle de la Fraternelle, 33, rue Duclouxville. Sujets traités : Le communisme ; Son but ; Le mouvement des jeunes.

Orateurs inscrits : Pierre Martin, du *Libertaire* ; Beaulieu, de la F. R. C. ; Stefano Lugnot de la Jeunesse communiste.



### ANNIVERSAIRE

La semaine dernière était l'anniversaire de la grande révolte de Barcelone, qui vit — il y a deux ans — ses églises et ses souvenirs flamber, des barricades s'élever et où l'exécrable régime militaire-bourgeois faillit sombrer. Tous les journaux révolutionnaires de langue espagnole consacrent de longs commentaires sur ces événements. *Cultura Proletaria*, de New-York, en a fait l'objet d'un superbe numéro, avec de belles reproductions photographiques. De nombreux meetings de commémoration ont été tenus en Espagne.

Adelante ! camarades espagnols ! En faisant trembler du haut en bas l'édifice bourgeois, vous avez prêté à la grande révolution sociale que vous jerez triompher, vous les premiers, peut-être, en Espagne, en Argentine ou au Mexique !

### LE SEUL MOYEN

Un médecin qui signe Esculape, à la Bataille syndicaliste, a pu se convaincre dans sa carrière que sur cent femmes enceintes de six semaines, à Paris, soixante-dix se font avorter. Et il in-

siste sur les dangers de cette opération, danger que nient, assure-t-il, les néomalthusiens.

Cà, par exemple... nous ne savons de quels néomalthusiens Esculape peut bien parler. Notre conviction est toute différente et c'est pour cela que nous préconisons les méthodes préservatrices.

Esculape espère-t-il que sa démonstration préviendra un seul avortement ? Non, ce serait trop... naïf... Alors comment se fait-il qu'il ne recommande pas les moyens de préservation ?

Il n'y a pourtant pas d'autre moyen.

### QUI L'EUT CRU ?

Dans la nuit du 27 au 28 août dernier, M. Roux, charbonnier à Argenteuil, passait près de la gare de Colombes, en compagnie de son cousin M. Rey, ce dernier porteur d'un paquet de linge, lorsqu'ils virent surgir de l'obscurité deux sergents de ville, Roguet et Diot.

Interpellés sur la nature du contenu du paquet, MM. Roux et Rey fournirent des explications que les deux représentants de l'autorité jugèrent insuffisantes, puisqu'ils conduisirent les deux hommes au poste de permanence, avec accompagnement de coups de pied et de poing ; puis, en présence du chef de poste Gollis, les rossèrent encore avec des ceintures de cuir et des menottes, Roguet, prenant M. Rey par les oreilles, lui cogna cinq ou six fois la tête contre le mur.

Jusqu'ici, rien que d'assez banal, diriez-vous. Ce sont là procédés de l'immonde fiscalité, qui, plus sauvage que les sauvages, frappe sans raison, pour le plaisir. Mais attendez la suite. Les deux brutes, chose à peine croyable, ont comparu pour ces faits en correctionnelle, l'autre jour. Et le comble, c'est qu'ils ont été condamnés : l'un à quatre mois, l'autre à trois mois de prison !

Il est vrai que de pareilles poursuites n'auront jamais lieu à propos de traitements barbares infligés à quelque militant. Savoir, toutefois, si les brutes policiers n'ont pas plus à craindre de la part d'un militant que de dame Justice. Une fois n'est pas coutume !

## Qu'on nous aide !

Lorsque le 18 décembre dernier nous informions les camarades du boycottage des Compagnies de chemins de fer (métro compris), nous les prévenions en même temps que ce pouvait être un coup fatal pour une feuille comme la nôtre. Et nous ajoutions qu'ils pouvaient réparer — et au delà — le dommage causé si tous les groupes se chargeaient de recevoir le journal et si chacun achetait deux ou trois numéros à distribuer.

Depuis, nous avons fait l'impossible pour continuer à paraître, mais chose pénible à constater et à dire, à part quelques exceptions, l'effort des camarades — en province surtout — n'a pas correspondu à celui que nous nous imposons ici.

Un journal comme *LE LIBERTAIRE* a pourtant sa raison d'être, et cela plus que jamais. Quelle feuille, sans la nôtre, aurait largement secondé l'action et la Fédération communiste révolutionnaire et celle qu'a esquissée la Jeunesse Anarchiste ? Qui a donné, à part le *LIBERTAIRE* la note anarchiste dans l'affaire de Sydney Street et dans vingt autres circonstances ? Qui a fait campagne pour Kotoku et les vingt-six martyrs japonais, ainsi que pour la révolution anarchiste mexicaine ? En un mot, qui entretiendrait l'agitation strictement anarchiste révolutionnaire si nous disparaissions ? D'autres organes font d'excellente besogne, sans doute, mais pas celle-là.

En dehors des moyens rappelés plus haut nous rappelons également que notre service de librairie nous est d'un grand secours.

Camarades, adressez-nous TOUTES VOS COMMANDES DE LIBRAIRIE, si vous voulez que nous soyons en mesure de continuer notre effort. Nous n'avons pas atteint la perfection — et qui peut s'en vanter ? — mais enfin nous avons fait quelque chose. Nous ferons davantage, si l'on nous en fournit les moyens. LA LIBRAIRIE C'EST LA MOITIE DE LA VIE DU JOURNAL.

En attendant qu'un meilleur outil de propagande nous soit signalé, nous pouvons affirmer que si l'on nous aide, la parole anarchiste se fera entendre, grâce au *LIBERTAIRE*, toujours plus loin, toujours plus fort !

## CAILLAUX-PRISON

Un ignoble attentat a été commis la semaine dernière contre nos confrères de la *Guerre Sociale*. Sous prétexte de venger l'immonde mouchard Métivier, des mandats d'arrêt avaient été lancés contre tous les collaborateurs du journal. Deux d'entre eux, Jean Goldsky et Tissier, sur qui les argousins ont pu mettre la main, subissent, en quelque coin reculé de la Santé, le honteux régime de droit commun.

Si nous ignorions à quel point nos gouvernants ont perdu la plus élémentaire notion de pudeur, de pareils faits suffiraient à nous édifier. Jamais procédés plus abjects n'avaient été employés pour venir à bout d'un journal gênant. Jamais ministère n'avait plus cyniquement mis la vindicte juridique au service d'un traître inqualifiable.

Que la « Grande Presse » à la dévotion de la Préfecture de police et du ministère de l'Intérieur, garde le silence sur ces indignités, c'est dans son abominable rôle.

Ici, où nous ne ménageons pas les critiques à la *Guerre Sociale* lorsqu'ils nous paraissent nécessaires, mais où nous avons plus souvent et plus joyeusement applaudi et partagé ses initiatives généreuses, ce n'est pas à une vague « confraternité professionnelle » que nous obéissons — nous autres, réguliers de la presse, — c'est à la fraternité de combat ; c'est aux traqués, aux emprisonnés que nous adressons nos sympathies.

Mais ces sympathies doivent être agissantes. Il faut obliger le gouvernement à libérer ses victimes. Il faut l'obliger avant tout à traiter tous ses « prisonniers de guerre » avec les égards élémentaires dus à leur dignité.

Goldsky et Tissier viennent de s'ajouter à la longue liste, signalée par les détenus du quartier politique, de militants emprisonnés astreints à toutes les ignominies du droit commun. Faudra-t-il, pour que l'on s'émeuve, que l'un d'eux meure dans les angoisses de la protestation par la faim, ou qu'il ait recours aux dernières extrémités de la révolte violente, plutôt que de continuer à pourrir sur les paillasses gonflées de vermine, allouées par l'administration à la plupart des détenus ?

Mais la plupart des militants embastillés au droit commun appartiennent aux syndicats du Bâtiment et ont été frappés « en service commandé ». Dumont, Vian et Baritaud, pour l'excellente institution du « Sou du Soldat », l'héroïque Viet et nombre d'autres camarades pour avoir fait leur devoir pendant la grève.

A l'heure où le prolétariat vient d'affirmer superbement sa puissance et l'audace de sa pensée, à l'heure où, en dépit des polices franco-prussiennes coalisées, Yvelot et Jouhaux viennent de faire acclamer par les exploités allemands, trop longtemps séduits par les endormeurs social-démocrates, l'évangelie révolutionnaire et l'antipatriotisme ouvrier, à l'heure où une manifestation solennelle unit contre la barbarie militaire et l'horreur des guerres, les délégués des producteurs d'Europe, il appartient aux prolétaires de montrer qu'ils n'oublient pas non plus ceux des leurs qui souffrent pour la cause commune.

Mais c'est aussi votre devoir à tous, camarades. Il est de votre dignité d'exiger que soit respectée celle des emprisonnés, rédacteurs de la *Guerre Sociale*, syndiqués, camelots du roi. Car en pareille matière nous n'avons pas à distinguer entre les victimes du gouvernement.

Et c'est mon ferme espoir que nos amis de la Fédération Communiste qui, en ces derniers temps, ont pris plusieurs initiatives excellentes, sauront une fois de plus prouver leur solidarité, en impulsant, contre Caillaux-Prison, l'énergique et vigoureuse campagne qui s'impose.

Florence Estienne.



# L'Anarchie en marche

La presse de tous les pays continue à observer le plus complet silence autour de l'héroïque lutte soutenue par les camarades mexicains. La presse des Etats-Unis a ses raisons pour cela, le dictateur Madero annonçant un emprunt de 100 millions de pesos ; certains organes socialistes — et non des moindres — seront bientôt convaincus d'avoir été payés, eux aussi, par le dictateur pour se joindre à lui contre les libertaires ; une enquête est en cours de la part de nos amis. La presse révolutionnaire elle-même, si l'on excepte quelques notes parues dans la *Bataille Syndicaliste* et dans les *Temps Nouveaux*, se tait scandalusement.

Cependant, en Espagne, en Argentine, à Cuba, au Brésil, aux Etats-Unis, tous les journaux amis — presque tous de langue espagnole — donnent les mêmes comptes rendus de la révolution que le *Libertaire*, en exhortant, comme nous, les communistes du monde entier à faire un effort pour leurs frères du Mexique.

## Les Organisateurs en péril

Il n'y a plus un moment à perdre pour faire une agitation intense en faveur des camarades organisateurs de la révolution économique si l'on ne veut pas les voir livrer aux bourreaux maderistes. *Regeneration* confirme, dans son dernier numéro, la nouvelle arrestation de R. F. Magon, bien qu'il eût versé 5.000 dollars pour sa mise en liberté provisoire. Les camarades sont sur le point d'être jugés. Si c'est l'extradition, la torture et puis la mort les attendent. Dans le prolétariat nord-américain avait empêché, par sa protestation, la remise entre les griffes de Diaz, de plusieurs révolutionnaires réfugiés aux Etats-Unis. Hélas ! on se demande s'il se livrera, cette fois, le potentiel de la Fédération ouvrière. Gompers, l'ami des millionnaires yankees, n'ayant pas répondu à l'appel qui lui avait adressé R. Magon, et les social-démocrates faisant le jeu de Madero, les anarchistes des Etats-Unis risquent fort d'être livrés à eux-mêmes. Il faut donc qu'une protestation énergique, véhémement, s'élève de partout. La vie de ces vaillants camarades dépend de nous tous !

## Nouvelles victoires

Le camarade Emilio Campa, dont le quartier général est établi, comme nous l'avons dit, dans la Sierra del Burro, vient de faire parvenir à la Junta Organizadora les nouvelles suivantes :

**Remolino** (Etat de Coahuila). — Nous nous sommes emparés de cette place défendue par 80 soldats de la nouvelle dictature, lesquels nous opposèrent peu de résistance. Après les avoir désarmés, nous nous sommes pourvus de munitions pour les camarades restés au quartier général. — 8 juin.

Le 15 de ce mois, nous avons eu trois combats à la même heure contre les vétérans de Madero-De la Barra. A quatre heures du matin, une colonne d'ennemis attaqua 35 camarades qui défendaient le Canon de la Espada ; aussitôt 25 camarades partirent au galop de leurs chevaux pour les renforcer. Le combat fut terrible. Les abords du camp étaient minés. Après trois heures d'un tir acharné, la bravoure des camarades aidée de l'explosion des mines mit l'ennemi en fuite. Nous relevâmes 48 morts et 20 blessés ; ces derniers, recueillis par notre ambulance, sont soignés de la même manière que les nôtres. De notre côté, nous avons eu trois blessés. Pendant ce temps, une autre colonne maderiste attaqua le camp de San Pedro, attaque qui fut repoussée vigoureusement. L'ennemi eut 10 morts et 5 blessés, blessés que nous soignons également. Enfin, d'autres colonnes ayant tenté de pénétrer par San Antonio et San Miguel, furent à leur tour repoussées. — Sierra del Burro. 17 juin.

Dans la Basse-Californie, les guerillas des camarades Guerrero, Perez Castro et F. de la Toba opèrent toujours, si les révolutionnaires ont perdu Tijuana et Mexicali par trahison. A la colonie Diaz (Etat de Chihuahua), une guerilla de 50 libertaires, surgissant à l'improviste, détruisit les archives publiques, le télégraphe, etc., s'empara du matériel de guerre puis disparut, non sans avoir vu ses rangs grossis de nombreux volontaires qui s'unirent à elle.

Du reste, de pareils actes se renouvellent quotidiennement dans le Yucatan, Vera-Cruz, Oaxaca, Tabasco, Morelos, Jalisco, etc., etc., dans presque tous les Etats.

Dans le nord de Chihuahua, le camarade Salaza qui était à la tête de 17 révolutionnaires lors de son premier combat contre les maderistes (le 3 juin) a maintenant 150 hommes avec lui et d'autres guerillas sillonnent le même Etat.

Les indiens de Vera-Cruz sont toujours sous les armes. Beaucoup d'entre eux ont été torturés dans les prisons de Mexico ; ils sont maintenant des nôtres, écrit *Cultura Proletaria*, avant sa deuxième arrestation, le camarade Magon. *El Imparcial*, ajoutait-il, déclare

qu'il est impossible de procéder aux élections pour la présidence.

F. Magon écrivait encore que plusieurs garnisons maderistes l'avaient invité à poser sa candidature à la présidence de la République mexicaine, lui offrant de se mettre à sa disposition. Il refusa, naturellement, mais en essayant de faire comprendre à ces inconscients qu'ils avaient beaucoup mieux à faire et il ne désespéra pas de les voir se ranger sous le drapeau rouge des libertaires.

Bien des révolutionnaires maderistes n'ont pu être désarmés ; ils sont aujourd'hui avec nos camarades.

Des manifestations populaires, réprimées à coups de fusil, ont lieu dans la plupart des villes ; des actes d'expropriation se renouvellent sans répit dans les campagnes ; quant aux grèves, elles sont si nombreuses que le Mexique tout entier est autant d'ire en pleine grève générale.

## Les grèves révolutionnaires

Quelques journaux ont parlé, ces jours-ci, d'un certain nombre de simples grèves. Le fait est déjà notable pour un pays où l'on n'en vit jamais. Mais la situation est bien autrement critique pour la bourgeoisie ! Ce ne sont pas quelques grèves, ce sont des centaines de grèves qui ont éclaté et chaque jour en voit de nouvelles. Métallurgistes, mineurs, employés de tramways, travailleurs des champs, couturiers même, quasi toutes les corporations sont en lutte pour des augmentations de salaire ou pour des réductions d'heures, parfois pour les deux, parfois même pour la journée de 8 heures là où l'on travaille douze heures ! Et cela avec une spontanéité extraordinaire, sans la moindre organisation préalable, puisqu'il n'existe au Mexique ni confédération, ni syndicats, ni associations ouvrières d'aucune sorte.

Et cependant des grèves de solidarité se produisent. Et cependant nombre de grèves sont révolutionnaires.

C'est ainsi qu'à Tuxtepec les ouvriers de l'usine métallurgique présentèrent leurs revendications aux patrons le fusil à la main. Inutile de dire que ces derniers s'empressèrent d'agréer toutes les demandes des grévistes aussi éloquentement présentées.

Et il en fut de même en diverses usines de l'Etat de Coahuila, où chaque gréviste se présenta muni d'un fusil à la main.

A Ojuela (Etat de Dominguez), 4.000 ouvriers des mines s'étant mis en grève pour réclamer la journée de 8 heures, alors qu'ils en faisaient douze, les employés de la Compagnie se solidariseront avec eux en formulant les mêmes réclamations, au grand ébahissement des exploités.

A Mexico même, 2.500 employés des tramways sont en grève. Leur comité avait accepté les conditions de la direction. Les grévistes, indignés, ont nommé un autre comité plus énergique. Désespérant de briser la grève, la Compagnie a fait appel à de nombreux renards, racolés un peu partout. Les grévistes s'en firent les receveurs. Mais alors que vilon ? Les nouveaux embauchés mis au courant du rôle qu'on voulait leur faire jouer déclarèrent incontinent qu'ils aimeraient mieux mourir de faim plutôt que de trahir la cause de leurs frères de misère. Une scène des plus émouvantes s'ensuivit : tous ces hommes que la rapacité bourgeoise avait voulu dresser les uns contre les autres s'étreignirent et s'embrassèrent fraternellement !

## La révolution anarchiste est en marche

Tous ces faits et bien d'autres que nous ne pouvons, faute de place, énumérer, le démontrent surabondamment : un formidable mouvement d'émancipation sociale, impulsé par une poignée des nôtres, se poursuit vigoureusement, sous toutes ses formes, dans le Mexique. Comment le gouvernement mexicain pourrait-il venir complètement à bout d'un pareil mouvement ?

Quant aux Etats-Unis, comme le dit *Cultura Proletaria*, ils peuvent tout tenter pour étouffer hypocritement la révolution, mais ils s'exposeront difficilement à une expédition très longue et très coûteuse, qui pourrait soulever les plus graves complications à l'intérieur.

Que les camarades de tous les pays ne se découragent donc pas ! Qu'ils redoublent d'efforts financiers et d'agitation. Il est parfaitement possible que par une longue suite de guerillas et d'expropriations partielles — l'anarchie ne pouvant s'implanter en un jour — les prolétaires mexicains parviennent, avec notre aide, à établir dans plusieurs Etats le communisme libertaire !

On télégraphiait hier au *Journal* que le 1<sup>er</sup> août 4.000 ouvriers des mines d'Esperanza s'étaient mis en grève ont aussitôt passé à l'action en commençant par se rendre maîtres des prisons dont ils ont ouvert les portes. Les troupes maderistes, appelées en toute hâte, ont tiré sur la foule,

tuant neuf grévistes et en blessant trente-deux.

Comment cette nouvelle a-t-elle pu filtrer jusqu'au *Journal*, et comment se fait-il que celui-ci l'ait accueillie ? Sans doute est-ce un discret appel à la caisse du gouvernement mexicain !

## LA FEDERATION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Les camarades détenteurs de listes de souscription pour nos camarades mexicains voudront bien les faire parvenir au plus vite à nos journaux.

## Réponse au Déplumé

Caillaux accédant au Pouvoir, Dit à Rothschild : « Vous allez voir Si je suis de ceux que l'on berne ! » Terrible autant que Jupiter, Je veux brandir le « poing de fer » D'un « Gouvernement qui gouverne ».

« D'abord j'entends, non sans raison, Qu'il n'existe plus en prison : « Droit commun » ou « droit politique » ; C'est contraire à l'Egalité Chacun y doit être traité Semblablement en République.

« Si quelque intrus d'esprit étroit, Se croyant lésé dans son « Droit » De la faim pratique la grève, Tel mon « bon cousin » Nicolas, Je lui dirai : n'insiste pas, Subis ton châtiment ou crève ».

Soudain, Hervé le flétrissant Du camouflet : Caillaux-de-sang, Le Premier bondit sous l'outrage, Puis, rêvant supplices nouveaux, Il jeta Gustave à Clairvaux, Et Perchot vanta son courage.

Certains amis du prisonnier Ayant démasqué Mévior, Joseph écumant de colère Déclara tout net à Boucard Qu'il voulait que : jure ou ficard Chacun méritât son salaire.

Tout penaud le juge chafouin A son bureau convoqua : Jouin, Bénézech, Philippon, Soulière, Durand, Vallet, Lespine et Court Puis leur dit : « Il faut couper court Et brider la classe ouvrière.

« En vous choisissant, à dessein, Le patron m'a donné blanc-seing, Car notre tâche est spéciale : Nous devons par tous les moyens Traquer les mauvais citoyens, Gens de la Guerre Sociale ».

C'est donc pour venger un mouchard Qu'on vit la brigade à Guichard Cambrioler vingt domiciles, Pendant que Poncet ou Ducrocq Couraient cueillir et mettre au bloc Les mal notés, les indociles.

Que nous importent tes courroux, Tes noirs cachots et leurs verrous, O plaigiaire de Badingue ! Si bientôt les non satisfaits, Pour mettre un terme à tes forfaits, T'envoient le rejoindre à « Valdinque ».

Entre nous un gouffre est creusé Et quiconque est désabusé De la franchise officielle, Vers ton chef auguste et brumeux, Jette à son tour ce cri fameux : Hé ! Joseph, le peuple t'em... mienne !!!

Tony Gall.

## La Fête de « La Ruche »

La 5<sup>e</sup> fête annuelle de La Ruche aura lieu le 6 août prochain.

Le rendez-vous général est fixé à la gare Montparnasse, à 8 heures du matin. Départ de Paris à 8 h. 34.

Programme de la fête. — A 10 h. 1/2 : réception à la gare de Rambouillet des excursionnistes.

A midi : déjeuner champêtre dans les prés et bois de la propriété. On trouvera à « La Ruche » : pain, viandes froides, charcuterie, conserves, vins, bière, lait, café ; les excursionnistes sont priés d'apporter leur couvert.

A 2 h. 30 : grand concert instrumental, donné par l'harmonie de « L'Eglantine ».

A 3 h. 30 : concert (chants, représentation) offert par les enfants de « La Ruche » ; allocution par Sébastien Faure.

A 6 h. 30 : dîner champêtre, dans les mêmes conditions que le déjeuner.

A 8 heures : fête de nuit, bal, illuminations, feu d'artifice.

A 9 h. 45 : retour.

Prix des cartes donnant droit à l'excursion Paris-Rambouillet et retour en troisième classe : grandes personnes, 2 fr. 50 ; enfants, 1 fr. 50 (de 3 à 7 ans).

### Un dernier avis

La vente des cartes donnant droit au voyage Paris-Rambouillet et retour, à l'occasion de la fête de « La Ruche », sera close, dans nos bureaux, dès le samedi midi.

Nous pouvons toutefois affirmer à nos amis désireux de participer à cette fête de la solidarité, qu'ils trouveront en gare Montparnasse, le jour de l'excursion, c'est-à-dire le dimanche 6 août, dès 8 heures du matin, un délégué de « La Ruche » qui tiendra les dernières places à leur disposition.

Dans tous les cas, rappelons que le nombre des cartes étant limité à 3.000, nos camarades ont le plus grand intérêt à retenir leur place dès ce jour.

## Contre la Guerre

# De l'Agitation !

Voilà donc trois meetings que notre Fédération organise dans Paris, contre la guerre.

Les deux derniers — du faubourg Saint-Antoine et de Montmartre — n'eurent pas tout l'éclat de celui de Belleville.

C'est que nous fûmes les premiers à subir les rigueurs de Caillaux pour notre affichage illégal. Une laceration complète et soignée des affiches, la chaleur torride qui sévit cette année nuisirent au grand succès.

Mais s'il y eût moins d'affluence, nous remarquâmes mieux la présence des militants de ces quartiers.

Il nous sembla qu'ils comprennent tous que ces réunions étaient autant de rendez-vous où nous chercherions à nous réunir pour agir d'accord et avec force.

François Delais expliqua la situation avec beaucoup de clarté. Il découvrit ces conflits d'intérêts financiers que nous cache cet enchevêtrement de faits et d'incidents qui chargent l'atmosphère internationale de nuées et d'éclairs menaçants.

A l'entendre, on comprend mieux cet orage qu'on détournera peut-être encore, mais qui explosera un jour proche. Nous serions des incapables, après cette démonstration, si nous étions surpris dans une inorganisation qui nous vaudrait à tous une mort sans utilité et même sans signification pour l'évolution de l'avenir.

Pierre Martin nous parla du présent.

On a beaucoup avancé dans les idées. On trouverait aujourd'hui ce qu'on ignorait presque en 1870 : les peuples sans volonté guerrière, une minorité assez importante d'antiquaristes. Mais ceux-ci ne pourraient pas empêcher sérieusement la mobilisation, car ils ne se sont pas mis à même de faire sentir une force qui transformerait la pusillanimité des foules sans confiance en une énergie folle, indestructible, contre qui on ne pourrait vraiment rien opposer.

Seuls, des désastres qui surviendraient aux premières batailles, alors qu'il y aurait eu des massacres abominables, révolteraient sûrement la population, aussi bien celle que les défaites font toujours crier à la trahison que celle qui aurait subi la guerre sans la

vouloir. Les militants ne seraient malheureusement plus. Emprisonnés ou déportés au début, ils auraient été dès le premier jour de ce mouvement, et la foule mal conseillée n'aurait pas à cette forme sociale — qui seule serait une réalisation juste — le communisme.

Restons-nous des inconséquents ? Ernest Girault sait qu'il subsiste toujours un atavisme que nous distinguons mal, auquel il faut toujours songer.

Beaucoup vibrèrent aux grossières sensibleries patriotiques, aux bruits imposants des tambours et aux appels enfiévrés des clairons et des trompettes. Il faut prévenir les sens de ceux-là ; aussi les rudoyer-t-il.

Girault s'entendit fort bien à faire comprendre la besogne misérable et dégradante de leurs actes guerriers, et quand il eut secoué leur inconscience, il leur appliqua un fouet piquant. « Si vous tenez à être infâmes, soyez-le allez à la guerre ; mettez-y tant d'ardeur et de sottise que la saignée s'épargnera aucun de vous. C'est cela que vous mériterez. »

Il fallait maintenant s'adresser aux camarades.

Bricheau, du bâtiment, Veauloup des électriciens, Beaulieu et Jacquemin de la Fédération communiste, s'élèverent contre les dangereuses déficiences de notre organisation.

Sans grande organisation nous avons pu faire pas mal dans la vulgarisation de nos idées, mais ce qui peut se faire dans cette propagande, disent-ils, avec beaucoup de misères et d'efforts perdus, par des élans passagers d'un bon nombre et par la ténacité robuste de quelques-uns ne peut pas se transposer dans l'action.

Là, il faut une besogne rapide, une exécution sûre et bien calculée et une force collective garantissant le maximum de sécurité.

Cette préparation exige de multiples organisations, et il est presque indispensable pour une guerre surtout, que les actions soient simultanées.

Nous le pourrions et nous le devons pour être à la hauteur des circonstances. Sans quoi restons en là ; nous serons peut-être de bons esprits, mais ne sachant que bavarder.

Nos camarades de toute la France réfléchiront à ce que disent ces camarades, et dans le délai le plus court, par petits groupes, ils prépareront leur mobilisation. Qu'ils observent seulement la prudence la plus extrême et le silence le plus rigoureux envers tous.

Eugène Martin.

# A la Santé

On fait la grève de la faim, à la prison de la Santé, et on en crève. Lisez :

Un détenu se laisse mourir de faim à la prison de la Santé

Un détenu de la prison de la Santé, nommé Brouzet, qui avait été condamné à cinq ans de prison pour faux et usage de faux, avait vu récemment sa peine confirmée par la cour d'appel. Depuis ce moment, Brouzet s'abstenait de toute nourriture. Très poliment, il répondait qu'il ne voulait pas se laisser mourir de faim, mais qu'il avait l'habitude de prendre très peu de nourriture.

Hier matin, un gardien entrant dans la cellule de Brouzet, le trouva affaibli, haletant, se soutenant à peine. On le transporta aussitôt à l'infirmerie, on eut recours à un médecin, mais tout fut inutile, Brouzet ne tarda pas à rendre le dernier soupir.

Le malheureux, avec un effroyable courage, avait réussi à mourir de faim !

Connaissez-vous quelque chose de plus poignant, de plus terrible, que cet homme se privant d'aliments, sans bruit, en dissimulant même sa marche à la mort par la faim ?

— Quel est ce détenu politique qui a accompli un tel acte de volonté ?

— Ce n'est pas un détenu politique : c'est un « unique droit commun ». Allons donc ! Pourquoi aurait-il fait cela ? Pour ne pas subir le régime des apaches et se faire octroyer le régime politique ?

— Non. Le régime qu'il désirait et qu'il a obtenu, c'est celui de la mort, ne voulant plus subir le régime de vie dans une société méchante, implacable féroce. Il était tombé du navire social, poussé peut-être par d'hommes gens ? C'était un homme à la mer... et le vaisseau, parmi les passagers duquel se trouvaient même des révolutionnaires à tous crins, le vaisseau continua sa route, sans se préoccuper de l'homme tombé.

— Soient toute, parmi les multiples tentatives de grèves de la faim qu'ont essayées la Santé, une au moins a été réussie : le gréviste en est mort. Et chose qui stupéfie, c'est que cet homme ait eu une ténacité, un courage qu'on n'aurait pas supposés chez un « droit commun ».

Toutefois, si notre sacré Brouzet avait été un « unique droit commun », l'administration pénitentiaire n'aurait pas été d'une indifférence criminelle aussi complète. On aurait eu, certainement, à ses regards élémentaires dus à sa dignité de « unique droit commun ».

Ce crime perpétré sur un malheureux prisonnier de droit commun nous a tout autant impressionnés que s'il avait été accompli

pli contre un prisonnier politique, car, en pareille matière, nous n'avons pas à distinguer entre les victimes — non pas d'un gouvernement — mais de notre sauvegarde organisation sociale. Et nous tenons à affirmer, pour conclure, qu'il en sera toujours ainsi tant qu'il y aura des prisons. Et comme il y aura des prisons tant qu'il y aura des Etats monarchiques, républicains ou insurrectionnels, nous n'aurons la certitude de ne plus voir ces crimes que lorsque les hommes seront capables de vivre dans une société sans exploités et sans politiciens : dans une société communiste anarchiste.

## Œuvre de la Presse révolutionnaire

Peu à peu, les camarades comprennent l'utilité de l'Œuvre de la P. R. Il faut bien avouer que le résultat n'est pas aussi brillant que si l'idée avait été lancée pour repandre une *Croix* quelconque, et qu'au lieu d'être des ouvriers, ceux qui s'occupent de cette œuvre étaient quelques pieux ensoutanés.

On parle beaucoup dans les groupes anarchistes, d'organisation pour la propagande, mais, hélas ! si l'on a la coupe aux lèvres, il semble qu'il y a encore plus loin de la théorie à la pratique. De nombreux camarades nous ont envoyés des noms et adresses d'amis susceptibles de s'intéresser à nos journaux, beaucoup nous ont envoyé des fonds pour soutenir l'Œuvre de la P. R. Que les uns et les autres reçoivent nos remerciements.

Mais il semblerait que dans certaines contrées de la France, il n'y a ni instituteurs, ni jeunes gens devant partir au régiment, ni ouvriers capables de lire le *Libertaire* ou les *Temps Nouveaux* ; à moins toutefois, ce qui serait plus étrange, qu'il n'y ait plus d'anarchistes.

Camarades, sachez-le bien, le *Libertaire* et les *Temps Nouveaux* ont toujours du mal à vivre.

**Voulez-vous les voir disparaître ?**

Non ! Pour qu'ils fassent, au contraire, toujours plus de besogne, répandez-les, faites-les connaître.

L'Œuvre de la P. R. a créé à titre de propagande, des abonnements d'un mois (0.50), elle fait gratuitement le service de quatre numéros du journal qu'on lui indique, elle expédie gratuitement des invendus du *Lib.* et des *T. N.* pour être distribués.

Camarades, aidez-nous, notre presse a droit pas mourir.

Adressez tout ce qui concerne l'Œuvre de la Presse Révolutionnaire à E. Guichard, 28, rue des Cités, Aubervilliers (Seine).

Vendredi 4 août, réunion du groupe de la P. R., 15, rue d'Orsel, au *Libertaire*. Présence indispensable.

**LES MARTYRS DE CHICAGO (1887)**  
Une brochure, avec portraits de Spies, Ling, Fischer, Engel, Parsons, Fielden, Schwab et Neebe.  
L'exemplaire, 5 centimes. Le cent, 5 fr. 50, franco.



# Si la Guerre éclatait

Les quotidiens sont pleins de propos de cet ordre, et *Paris-Journal* s'est livré, sous ce titre, à une enquête auprès de généraux, de commerçants et de financiers.

« Sans doute, ont répondu les requins, la guerre causerait le plus grand trouble dans nos relations économiques. Pourtant, ce serait là une crise passagère et il n'est pas dit que nous n'en retirerions pas un bénéfice ultérieur. Aussi ne doit-on pas s'alarmer outre mesure : la guerre est un fléau, mais comme d'autres fléaux elle contient des germes de vie, tout un renouveau commercial et industriel dont 1878, après 1871, montra l'importance. »

Voilà un optimisme qui en dit long. La guerre cause des malheurs effroyables : immenses boucheries humaines, faillites sans nombre, chômage, misère atroce du grand nombre, oui, mais qui doit supporter tout cela ? Les gens du peuple, racaille taillable et massacrable à merci. Eux, les requins, sont à l'abri : mieux même, ils escomptent un renouveau commercial et industriel tel qu'il leur vaudrait d'incommensurables bénéfices. Et alors, le cœur léger — si toutefois les monstres ont un cœur — ils poussent à la guerre !

Cette abomination ne doit pas être. Et comme la frousse est pour nos dirigeants — ainsi que pour la foule — le commencement de la sagesse, montrons à cette dernière sur tout que la France a mille chances sur une d'être battue à plate couture, de se voir broyer en quelques semaines — les guerres vont si vite aujourd'hui — par l'écrasante supériorité militaire de l'Allemagne. Cela ne peut que refroidir le chauvinisme de la masse, que les requins essaient de réchauffer. Or, si la masse ne voulait pas, les bandits auraient beau faire, il faudrait bien céder, et, comme ils disent, « humilier le pays » sur tous les points.

Dans cette même enquête de *Paris-Journal*, nous voyons un ancien ministre de la guerre affirmer que « nous sommes prêts ». Nous avons fait d'énormes progrès, assure-t-il. On peut avoir confiance.

« Une supériorité écrasante pour nous, prétend à son tour le général Bonnal, c'est la fusion si désirable de l'officier et de la troupe : elle est complète (!) admirable chez nous. Beaucoup de soldats se feraient tuer pour leur capitaine ou leur colonel (!) ; tous les officiers se feraient massacrer pour épargner leurs hommes (!). Rien de cela en Allemagne (?) ; au jour de la bataille, on verrait bien vite de quel côté resterait l'avantage. »

Et ainsi pour l'état-major (celui de l'Allemagne ne vaudrait rien !) et pour tout le reste. Le vieux ramolli va plus loin que le fameux général Lebeuf, le ministre de la guerre de 1870, l'homme au légendaire bouton de guerre.

Il convient d'opposer à ces impudentes affirmations un peu de vérité.

Tout d'abord, notons que l'armée allemande est d'une supériorité numérique formidable. Elle est, en temps de paix, de 622.000 hommes, choisis sur une population de 63 millions d'habitants. En France, pour atteindre un effectif équivalent (600.000 hommes), on a dû, fatalement, incorporer quantité d'éléments très inférieurs, puisque la population n'est que de 40 millions. Par rapport à l'armée allemande, l'armée française traîne donc un terrible poids mort qui réduirait la valeur de « nos » régiments dans une proportion considérable. D'autre part, la France a beau avoir plus d'or dans ses coffres, la difficulté d'entretenir une armée immense serait néanmoins aussi grande, sinon plus, les charges retomberaient sur 40 millions d'habitants, un tiers de moins qu'en Allemagne.

Les militaristes nous objectent l'appoint de l'Angleterre. (Nous ne parlerons pas de la Russie que l'Autriche suffirait largement à contenir dans l'état actuel.) Ce que pourrait faire l'Angleterre pour la France, si toutefois le gouvernement anglais voulait faire quelque chose, contrairement à ses vieilles traditions de laisser autrui tirer les marrons du feu, ce qu'elle pourrait faire, les déclarations d'un familier d'Edouard VII, très germanophile, nous en donnent une idée.

« Qu'attendez-vous pour déclarer la guerre à l'Allemagne, écrivait-il il y a quelques années à un général français. Nous vous enverrions 150.000 hommes et notre flotte réduirait à néant le rêve maritime de l'empereur. »

La flotte anglaise écraserait la marine allemande : soit. Quant aux 150.000 h., réduisons-les, selon la plus élémentaire prudence, à 100.000, ce qui serait déjà énorme pour l'armée anglaise. Et après ? Qu'est-ce que cela changerait ?

Ce n'est pas cela qui empêcherait 3 millions de soldats teutons de franchir les Vosges, puis d'envahir la Champagne et la Picardie et de subjuguier Paris en quelques semaines. Après quoi elle s'emparerait de « nos » ports du Nord et imposerait de telles conditions douannières et autres qu'en peu d'années sa flotte serait sinon en mesure d'écraser à son tour la flotte anglaise, tout au moins de la tenir fortement en respect. « Nos » colonies passeraient toutes entre ses mains, sauf cependant celles que l'Angleterre trouverait moyen de lui arracher... pour son propre compte.

Ce sont là des choses qu'il serait bon de bien montrer à la foule que nos dirigeants espèrent voir rester passive, grâce à sa crédulité. Quant à « notre » état-major et à l'ardente solidarité des soldats et des chefs, rappelons-lui l'affaire Dreyfus, les fiches d'André, les

nombreuses révoltes de réservistes et les progrès accomplis par l'antimilitarisme, sans oublier les 70.000 déserteurs ou insoumis actuels qu'une déclaration de guerre verrait se multiplier aussitôt.

Gageons qu'à méditer un peu ces choses, les cocardiers les plus farouches attacheraient moins de prix aux marais du Congo et du Gabon, voire au Maroc lui-même.

## Petits Pavés

Tu t'en iras les pieds devant... (M. Couyba.)

Lantelme est mort ! Ce cri se répandit sur le « boulevard », car Paris a son boulevard comme Marseille a sa Canebière, comme le plus petit chef-lieu de canton a son mail ou son avenue, n'y eût-il que trois arbres.

Donc, le boulevard retentit de l'air lugubre, comme la chapelle de Versailles avait retenti aux cris de l'Aigle de Meaux, du célèbre Bossuet lorsqu'il annonça : « Madame se meurt, Madame est morte. » La fin tragique de l'artiste, fêtée et amée des snobs qui l'applaudissent sur les différentes scènes où elle s'échabba, a rempli les colonnes des journaux, une mer démontée a été déversée sur la mort de la femme du fondateur du Petit Sou, journal s'initiant au socialisme, qui parut il y a environ dix ans et qui dura ce que durent les roses.

Enfin, ce temps, quelques lignes de fait-divers étaient sacrifiées, comme à regret, pour mentionner la mort de victimes du travail, qui plongent des familles dans la misère.

On pourrait trouver déjà cela suffisamment édifiant ; en effet, qu'importe la gêne, la misère, les pleurs d'enfants et de veuves de prolétaires ? Les gestes, les mots, les aventures, les dessous d'une célébrité sont plus intéressants à connaître. Après avoir vu sur toutes ses faces la photo de l'artiste fêtée, etc., après l'avoir admirée de profil, de face, habillée, en maillot et sans maillot, si cela a été possible, a-t-on le temps de s'apitoyer sur un inconnu ? X.Y. ou Z. est tombé d'un toit, il s'est tué, il laisse cinq ou six enfants sans pain ? Fait divers !

Paul Armand ? qui ça Paul Armand ? Ah ! oui, cet ouvrier qui, l'autre jour, fut tué par un jaune, ma foi le Pavé complètement oublié.

Mais là ne s'arrête pas l'histoire, Mme Edwards-Lantelme était parée de beaux bijoux quand elle tomba dans le Rhin, et notamment d'un collier de pierres fines qui valait plus de quatre cent mille francs. Eh bien ! bons bougres qui crevez de faim, ces bijoux, ce collier seront ensevelis avec elle pendant que vous serez votre ceinture d'un cran... ça ne donne pas d'indigestion. Et déguisez cette suprême ironie : la veuve de l'enterrement de la riche artiste, le mobilier d'un pauvre diable, père de six enfants allait être vendu, 17, rue Courpey, du Montrouge, parce qu'un terme n'avait pu être payé au valetour nommé Werly, demeurant, 55, avenue de la République.

Notre société se résume en peu de mots : Vanité, Orgueil d'un côté. Misère de l'autre. Nous sommes de grands et dangereux malotieusiers en voulant transformer cet état de choses.

José Landès.

### AVIS

Tous les envois de fonds, soit pour le journal *Regeneration*, dont l'existence est loin d'être assurée, soit pour aider directement à la révolution, doivent être adressés au camarade Manuel Garza, 519 1/2 E. 4th st. à Los Angeles (Cal.) Etats-Unis d'Amérique.

## Le mouvement international

### ANGLETERRE

La Bataille syndicaliste a reproduit, à propos de la grande grève des marins, un article des *Daily News* qui est des plus édifiants. L'auteur est trop capital pour que nous ne considérions pas comme un devoir de le souligner à notre tour. Voici, ce qu'on pouvait lire, le 29 juillet, dans le grand journal gouvernemental :

« Avec la grève de Cardiff, tous les divers conflits du travail ayant eu pour cause première la grève récente des marins, viennent de se terminer. Ces divers mouvements valent d'être considérés attentivement car ils marquent le commencement d'une nouvelle période dans le mouvement ouvrier. Il y a un an, chacun disait que la grève devenait sans valeur aucune à cause de la puissante organisation des employeurs.

« Les grèves qui viennent maintenant de se terminer étaient faites par des travailleurs non organisés, ou par des organisations très faibles, contre quelques-unes des Unions patronales les plus puissantes. Et cependant dans chaque cas les travailleurs ont remporté de brillantes victoires. C'est là un fait très remarquable qui ne peut s'expliquer que par un changement de tactique.

« Les travailleurs ont quitté le travail sans longues négociations et sans avis ; c'est là le premier point. Le second est que la grève de sympathie s'est transformée en quelque sorte en grève générale. Dès que les marins se mirent en grève, les dockers, les travailleurs des transports des ports, et beaucoup d'autres corporations en firent autant par sympathie, mais en même temps, ils profitèrent de l'occasion pour formuler leurs propres demandes.

« Le mouvement se propagea avec la rapidité d'un incendie de forêt.

« Nous savons tous que l'idée de la grève générale a été beaucoup prêchée sur le continent. Cette théorie a été très peu prêchée en Angleterre et il est curieux de constater que ce sont les travailleurs les moins payés, les moins organisés, qui l'ont appliquée. En troisième lieu la solidarité d'un corps de métier avec un autre était remarquable. Si une corporation obtenait satisfaction, elle déclarait ne pas vouloir reprendre le travail avant que les autres corporations en fissent autant. Nous avons vu leurs revendications acceptées. »

Peut-on concevoir une meilleure apologie de l'action directe, révolutionnaire, si ardemment propagée par les anarchistes dans les milieux syndicalistes ? Et quel pas dans le pays du Trade-unionisme si renommé jusqu'à ce jour pour sa grande sagesse ouvrière !

On voit combien nous serions coupables de ralentir notre agitation. Si les résultats n'en sont pas toujours immédiats ou directement perceptibles, ils n'en existent pas moins, sous une forme ou sous une autre, parfois dans les contrées les plus lointaines. L'exemple des marins anglais nous en fournit une preuve de plus.

### PORTUGAL

Dans son dernier numéro, *O Agitador*, un des organes anarchistes créés depuis la chute de la royauté, passe en revue le mouvement libertaire au Portugal et formule l'espoir d'une grande marche en avant.

« Dès l'avènement de la République, dit-il, le mouvement anarchiste a pris subitement une allure et une ampleur remarquables. Le peuple, qui depuis longtemps lutait uniquement pour l'abolition

du régime monarchique, sent déjà l'impérieuse nécessité de travailler à la suppression de la misère qui le suit du berceau à la tombe. Il ne se contente pas d'avoir vu s'accomplir une transformation politique, il demande plus que cela, beaucoup plus que cela.

« Les hommes du peuple qui, les 4 et 5 octobre, exposèrent héroïquement leurs poitrines aux balles des despotes monarchiques, aspirent maintenant à se libérer, pour toujours de ces autres despotes : le capitalisme, le gouvernement et le militarisme. Ils aspirent à s'émanciper de toutes les tutelles, de tous les pouvoirs, et à vivre librement, en beauté. A nous de les seconder de toutes nos forces. Ce que font les camarades des autres pays pour l'idée, nous pouvons le faire également. »

*O Agitador* fonde beaucoup d'espoir sur le congrès anarchiste qui se prépare. Une très vigoureuse propagande peut s'ensuivre en effet. Les camarades portugais ont vu, d'une part, grossir leurs rangs avec une rapidité inouïe aux premières déceptions que ne pouvait manquer de donner à la classe ouvrière le régime capitalo-républicain ; d'autre part, le mouvement est trop récent pour qu'ils soient divisés comme nous ne le sommes que trop hélas ! en France, en Espagne, en Italie. Déjà de nombreuses grèves de caractère révolutionnaire ont éclaté un peu partout. Tous unis, ils peuvent beaucoup. Aussi la propagande promet-elle en Portugal de magnifiques résultats.

## LE « PIOUPIOU »

Au moment où Hervé est victime des manœuvres que l'on sait, les révolutionnaires de l'Yonne ne songent rien moins qu'à faire paraître le 15<sup>e</sup> numéro du *Pioupiau*.

Voici leur appel :

### Camarades,

Briand-le-Rénégat a tenté de porter une main sacrilège sur le *Pioupiau*, que, jadis, il défendait vigoureusement devant la Cour d'assises de l'Yonne.

Il lui en a coûté Les jurés bourguignons, pour la cinquième fois, ont acquitté nos camarades et donné, sur la face du transfuge, le plus retentissant camouflet.

Aujourd'hui, notre cabotin est disparu de la scène politique ; d'autres lui ont succédé. Nous avons — enfin ! — un gouvernement qui gouverne, et qui fait tomber partout sur les antimilitaristes une pluie de poursuites. Hé ! les bons bougres, si nous lui collions un quinzème *Pioupiau* sur l'œil, à ce « gouvernement qui gouverne » ? histoire de voir s'il oserait s'attaquer à un vieux chevronné !

Nous allons avancer un peu l'apparition de ce quinzème numéro. Les événements nous y contraignent. Le ciel s'obscurcit de côté du Maroc ; les menaces de guerre reviennent de temps à autre... Nous voulons, à cet instant précis, aller trouver les jeunes recrues qui vont partir, pour leur crier toute l'horreur des boucheries guerrières, pour leur dire que si les rois de la finance et de l'industrie déchaînaient demain un conflit, leur devoir serait de s'y opposer par la force et de mettre leurs fusils au service du Proletariat international.

Bref, comme ses prédécesseurs, le *Pioupiau* n° 15 saura donner aux fils du peuple qui entrent à la caserne les conseils qui s'imposent.

Nous comptons donc, comme par le passé, sur nos amis socialistes, syndicalistes et libertaires, pour nous aider dans notre tâche. Que tous s'efforcent de faire circuler active-

## BIBLIOGRAPHIE

*Collectivisme ou Communisme ?* — Tel est le titre de la nouvelle brochure que vient de publier le camarade Giraux. Au moment où la révolution mexicaine prend une tendance communiste et où tout le mouvement ouvrier semble vouloir échapper aux influences parlementaires et étatistes, cette brochure vient à son heure.

C'est surtout une brochure de vulgarisation à faire circuler dans les milieux ouvriers et paysans où le besoin de précisions sur la forme de société future se fait de plus en plus sentir.

Les camarades, groupes et syndicats qui désirent la faire circuler sont priés d'en demander de suite afin de faciliter l'édition d'autres brochures, notamment le *Grand Fléau* et *Education et Révolution*.

*Collectivisme ou Communisme ?* une forte brochure de 32 pages, 0 fr. 10 l'exemplaire. En vente au *Libertaire*.

### Un Livre Utile

Moyens d'éviter la grossesse, par G. Hardy. 1 fr. 25 franco, 1 fr. 40 recommandé. Cet ouvrage est précédé d'un exposé des motifs individuels, familiaux, sociaux de vulgariser la préservation sexuelle. Il est divisé en deux parties :

1<sup>re</sup> Notions sur la génération, union sexuelle, fécondation ; 2<sup>e</sup> Moyens d'éviter la conception, à employer soit par l'homme, soit par la femme. Tous les procédés jusqu'ici connus d'éviter la grossesse sont ensuite exposés en détail, matière dont ils sont fabriqués, manière de les employer, nettoyage, entretien en bon état, avantages et inconvénients, etc... Sous ce rapport, cette brochure est certainement la plus complète qui ait paru jusqu'ici.

Répandez le « Libertaire »

## Un peu d'Histoire

(SUITE)

Immédiatement après l'attentat de Vailant, le cynique Dupuy eut un mot qui devint historique : « La séance continue ». Si elle continuait pour les législateurs, elle n'était pas terminée pour les propagandistes par le fait, ainsi qu'on devait le voir par la suite.

Le 11 décembre 1893, le ministre Casimir-Perier déposait à la Chambre, 1<sup>o</sup> Un projet de loi modifiant les articles 24, 25 et 29 de la loi sur la presse ; 2<sup>o</sup> Un projet modifiant les articles 265, 266, 267, 268 du Code pénal ; 3<sup>o</sup> Un projet renforçant les pénalités établies contre les détenteurs de substances explosives et de matières servant à la fabrication de ces explosifs ; 4<sup>o</sup> Un projet augmentant de 820.000 francs le crédit affecté à la police de province.

Le premier projet fut adopté séance tenante.

L'article 24 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse, édictait une peine de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de cent à mille francs (100 à 1.000) d'amende pour ceux qui « par discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publiques, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des placards ou affiches déposés aux regards du public auraient directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite infraction (qualifiée crime ou délit) si la provocation a été suivie d'effet. De plus, tout cri ou chant séditieux proférés dans les lieux ou réunions publiques étaient, en vertu du même article 24, punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines. »

Cet article 24 de la loi de 81 sur la presse fut modifié ainsi : « seront punis dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet de un an à cinq ans d'emprisonnement, de cent à trois mille francs (100 à 3.000), seront punis de la même peine ceux qui, par l'un des moyens énoncés par l'article 23 auront fait l'apologie, des crimes, meurtres, de pillage ou d'incendie, ou du vol ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal.

L'article 25 de la loi de 81 disait que « toute provocation par l'un des moyens énoncés en l'article 23, adressée à des militaires des armées de terre ou de mer pour les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs serait punie d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 16 à 100 francs.

Cet article fut modifié et porta une peine de un à cinq ans d'emprisonnement et une amende de deux cents à trois mille francs (200 à 3.000).

Cette loi ne fut pas discutée, le garde des sceaux Antonin Dubost en lut le texte, puis, posant la question de confiance, invita la Chambre à déclarer l'urgence et la discussion immédiate de cette loi liberticide, qui lui frappait la liberté de la presse et punissait la provocation indirecte : l'apologie.

Quelques membres du Parlement, parmi lesquels Goblet, Camille Pelletan, de Ramel, combattirent la discussion immédiate d'un texte qui n'avait été ni imprimé, ni distribué. Le député Julien implora une suspension de séance d'une demi-heure. Casimir-Perier, principal actionnaire des mines d'Anzin et président du Conseil leur répondit en posant impérieusement la question de confiance ; il fut soutenu par toute la canaille panamiste du centre. Quatre cent-treize (413) crapules votèrent au pied levé la loi présentée par le petit fils du fameux Perier, ministre de Louis-Philippe.

Bourgeois et Cavaignac qui devaient être plus tard des hommes d'Etat démocratiques votèrent pour le ministère contre la liberté.

La loi sur la presse votée le 11 décembre à la Chambre, fut acceptée le lendemain par le Sénat.

Jamais la mauvaise foi des « représentants » du « pays » ne s'était étalée d'une manière aussi flagrante ; pour faire passer cette loi le garde des sceaux recourut à toutes les interruptions par la lecture de fragments de placards anarchistes ou d'articles de la *Revue Anarchiste* ; inutile de dire que ces extraits, débarrassés de leurs contextes, ne reflétaient pas l'idée de leurs auteurs.

L'esprit de Lambardement inspira le ministre !

Le président de la République était Carnot ; Caserio n'eublia pas ce nom ; Raynal était ministre de l'intérieur, Antonin Dubost avait le portefeuille de la justice. Casimir-Perier, que l'opposition représentait avec juste raison comme l'homme de toutes les réactions, était président du Conseil.

La bande de concussionnaires, de fripouilles et de véritables malfaiteurs qui avait puisé l'or de la petite épargne, peu intéressante c'est entendu, qui avait volé 718 millions avec la protection du Gouvernement et de la Justice, cette bande de coquins ne devait pas s'arrêter en si bon chemin ; elle n'allait pas tarder à mettre en pratique les vers d'Hégésippe Moreau :

« Tous ces voleurs qu'entre mille  
« Au bagne on eut dit racolés,  
« Y jetaient un gueur sans asile  
« Pour de l'air et du pain volé. »

Car députés et sénateurs allaient poursuivre non seulement l'affamé qu'un pain aurait tenté, mais même ceux qui, par leurs discours, leurs faits, leurs moindres paroles auraient approuvé son acte ; plus encore, deux hommes vivant l'un à Paris, l'autre à Marseille, ne se connaissant pas, n'ayant jamais correspondu entre eux pourraient être envoyés au bagne pour crime d'association de malfaiteurs ; un marchand de vin prêtant ou louant une salle à quelques camarades, un hôtelier logeant quelqu'un soupçonné d'idées anarchistes, pouvaient et peuvent être encore au-

jourd'hui, car il ne faut pas oublier que les lois de 93 et 94 ne sont pas abrogées, condamnées à la réclusion (art. 267).

Le 11 décembre, le Gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre la fameuse loi sur les associations de malfaiteurs. En lisant les articles, on peut croire que Loyola et Torquemada en furent les auteurs. Rien de plus vague que cette loi, rien dans tout l'arsenal judiciaire qui donne plus prise à l'arbitraire. La peine des travaux forcés à temps et la réclusion peuvent être prononcées contre toute personne faisant partie d'une association formée, ou participant à une entente établie dans le but de préparer ou commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Le paragraphe 3 de l'article 266 est une prime à la délation ; nous verrons par la suite combien furent nombreuses les victimes des mouchards et des policiers.

Enfin l'art 267 dit : « sera puni de la réclusion quiconque aura sciemment et volontairement favorisé les auteurs des crimes prévus à l'article 265 en leur fournissant des instruments de crime, moyens de correspondance, logement ou lieu de réunion. »

« Le coupable pourra, en outre, être frappé, pour la vie ou à temps de l'interdiction de séjour. »

En présentant cette nouvelle loi contre les anarchistes Antonin Dubost avait dit à la Chambre : « Si vous nous donnez les armes nécessaires, nous en finirons de cette association de malfaiteurs. »

De nouveaux actes de propagande par le fait devaient démontrer peu de temps après que le ministre de la justice se trompait grossièrement.

(A suivre.)

E. Guichard.

### CHAMPS, USINES, ATELIERS

Par Pierre KROPOTKINE

Un volume : 2 fr. 75 : Franco : 3 fr. 25. Hussenot, adjoint aux secrétaires, qui suivent les inhalations du Forminal.



ment nos listes de souscription, et qu'ils en envoient le montant à l'administrateur du *Pionnier*, 52, rue Thénard, Sens (Yonne) avant le 15 août.

Camarades, à l'œuvre pour le *Pionnier* n° 15!

A bas le militarisme! A bas la guerre!

La commission de rédaction et d'administration.

N.B. — Adresser exclusivement toutes les commandes de listes de souscription et les fonds recueillis à l'administrateur du *Pionnier* de Yonne, 52, rue Thénard, Sens.

Les souscripteurs ont droit à autant de numéros que leur souscription contient de fois 10 centimes. Quand le chiffre paraît trop élevé, nous indiquons le nombre de journaux à expédier.

## LA SOLIDARITÉ

Parfois fléchissante ici ou là, — les conditions de la vie sont si dures pour les militants surtout! — La solidarité s'affirme aussi de la manière la plus noble parmi nous. C'est ainsi que nous avons la joie d'informer les lecteurs, qu'il s'est trouvé deux braves ménages de camarades pour recueillir et élever deux jeunes enfants de Marie Porri, qui se voyait rester seule, dernièrement, avec quatre enfants en bas âge.

Grâce à l'appel du *Libertaire*, voilà deux petits êtres que la société n'aurait pas, par l'intermédiaire de l'Assistance publique, mais qui, au contraire, recevront une saine éducation libertaire.

Toute heureuse de les savoir aujourd'hui en de bonnes mains, la mère remercie chaleureusement tous ceux qui ont bien voulu, en s'intéressant à ses enfants, faire acte de la plus belle solidarité, et nous joignons nos remerciements aux siens.

## Le portrait de Rousset

En répandant ces cartes, camarades, vous aidez notre Comité à continuer la publication de la photographie d'Emile Rousset, prise tout récemment.

En répandant ces cartes, vous aidez, camarades, notre Comité à continuer l'agitation, et vous aidez en même temps Rousset, en ce moment à l'hôpital de Médeau où il vient de subir une douloureuse opération.

Nous expédions les cartes postales au prix de 4 francs le cent franc. Adresser les commandes au camarade Girard, trésorier du Comité de défense sociale, Bourse du travail de Marseille.

Le meilleur moyen pour assurer l'existence du *Libertaire*, c'est de lui faire des abonnés.

## Communications

Groupe d'études sociales du 12<sup>e</sup>. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Salle Renaud, premier étage, 285, rue de Charenton.

Fédération révolutionnaire communiste. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Salle Renaud, premier étage, 285, rue de Charenton.

Le groupe des originaux de l'Anjou.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Le groupe des originaux de l'Anjou. — Samedi 5 août, à 8 heures et demie du soir, causerie publique et contradictoire : « Le syndicalisme et la transformation de la société », par Bernard.

Un livre attendu depuis des siècles !  
Deux mille ans de préjugés vaincus !  
Une révolution dans les mœurs humaines !

# L'Initiation Sexuelle

(Entretiens avec nos enfants)

par G. BESSÈDE

Préface du docteur L. Bresselle

Un volume soigneusement édité avec figures dans le texte. — Prix, 3 francs ; franco 3 fr. 25 ; étranger 3 fr. 50.

Le premier ouvrage écrit pour mettre à la portée de tous les phénomènes de la reproduction végétale, animale et humaine.

Le premier ouvrage qui apporte aux parents un système complet pour enseigner aux enfants la vérité sur la génération, l'onanisme, les maladies vénériennes, etc.

De l'application de cet enseignement doit résulter un immense bienfait pour tous.

Après le pain, la question sexuelle domine toute la vie. Pour la bien résoudre, pour accroître ses chances de bonheur, chacun doit lire et appliquer.

## L'Initiation Sexuelle

Adresser les commandes avec leur montant à l'Administrateur du *LIBERTAIRE* 15, Rue d'Orsel, Paris (18<sup>e</sup>)

## Petite Correspondance

Un camarade, appartenant à la corporation des charpentiers en fer comme frappeur, demande du boulot.

De même, un camarade garçon plombier-couvreur a hâte de travailler.

Pour les deux, s'adresser au *Libertaire*.

LABORDE. — Ne connaissons personne à bas. Regrets.

Un camarade a un étal et un étal à vendre. S'adresser au journal.

Calom. San Félix (Espagne). — Merci, envoi sera fait.

Un instituteur à O. — Les numéros du *Lib.* et des T. N. sont expédiés.

LAJEUNESSE-FAVRE. — Au prochain numéro.

Altembech (République Argentine). — A quoi était destiné le montant du mandat ?

A. Gilles, Terre-Haute (Etats-Unis). — Renvoyez-moi votre adresse, il y a un mot que je n'ai pu déchiffrer.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.

Idem. — Lisez notre appel d'aujourd'hui et l'article de Le Gall dans le dernier numéro des T. N. Avec une peu de bonne volonté et d'organisation nos journaux seraient sauvés.